

FEDERATION PACA DU PLANNING FAMILIAL



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020



**le planning
familial**

Provence-Alpes-Côte d'Azur

SOMMAIRE

Le mot des co-présidentes	3
L'histoire et les engagements du Planning Familial	4
Des principes d'actions dynamiques	5
Où trouver le Planning Familial dans la région ?	7
Plateformes d'écoute à distance	8
Le Planning Familial dans le contexte de la pandémie	9
La Fédération en 2020	11
• Diagnostic territorial des actions du Planning Familial en Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	11
• Réseau régional de coopération entre acteurs de l'EVARS	12
• Projet régional de lutte contre les violences faites aux femmes : campagne #TesPasTouteSeule.....	13
• Etat des lieux de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle dans le département des Alpes-de-Haute-Provence.....	14
• Soutenir, développer et animer les associations départementales et leurs actions sur l'ensemble du territoire.....	15
Vie associative	16
Bilan financier.....	17
Annexes	18

LE MOT DES CO-PRÉSIDENTES

La Fédération Régionale PACA du Mouvement Français pour le Planning Familial est une association loi 1901 qui réunit les associations départementales (AD) de la Région SUD (anciennement PACA). 5 associations départementales composent notre Fédération : l'AD 05 (Hautes-Alpes) - l'AD 06 (Alpes-Maritimes) - l'AD 13 (Bouches-du-Rhône) – l'AD 83 (Var) - l'AD 84 (Vaucluse).

La Fédération Régionale PACA fait partie du réseau national de la Confédération du Planning Familial : elle y est représentée au Conseil d'Administration par un de ses membres.

NOS ENGAGEMENTS

La Confédération du Mouvement Français pour le Planning Familial est un mouvement à la fois, politique en constante évolution, qui lutte pour le droit à l'information et l'éducation permanente et un mouvement militant qui prend en compte toutes les sexualités, défend le droit à la contraception, à l'avortement, à l'éducation à la sexualité. Il dénonce et combat toutes les formes de violence, il fait de la prévention pour lutter contre la transmission du VIH et des IST, contre toutes les formes de discriminations et contre les inégalités sociales.

NOS OBJECTIFS ET NOS ACTIONS

La Fédération est montée en puissance depuis septembre 2019 et cela se confirme en 2020. Les rencontres avec les partenaires ont nourri nos réflexions et étayé nos projets, tant de manière opérationnelle que politique. La structuration interne a été renforcée par la mise en place de groupes de travail, d'outils RH, de liens entre la coordinatrice et les élues de la Fédération.

L'année a été riche et la Fédération Régionale PACA s'est donnée pour mission durant l'année 2020 de mettre en mouvement un certains nombres de projets. Dans un premier temps, la réalisation d'un diagnostic territorial des actions du Planning Familial avec l'ensemble des associations départementales a fait émergé trois axes de travail important pour les années à venir :

- Axe 1 : Création et animation d'un réseau de coopération régionale entre acteur·ice·s de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle,
- Axe 2 : création d'un organisme de formation fédéral,
- Axe 3 : Soutenir, développer et animer les associations départementales et leurs actions sur l'ensemble du territoire.

Malgré un contexte de pandémie complexe, les échanges ont été nombreux et riches entre les acteur·ice·s de la Fédération grâce à la visioconférence. Nous espérons nous retrouver davantage en présentiel pour les grands temps forts fédéraux en 2021.

Sur l'année à venir, deux axes de travail seront mis en œuvre : l'axe 1 de création et d'animation d'un réseau de coopération régionale entre acteur·ice·s de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle. Ce projet sera développé dans trois départements en 2021, en lien avec les partenaires du Planning Familial au niveau départemental et régional. L'axe 3 sera également approfondi en 2021 pour soutenir, développer et animer les associations départementales et leurs actions sur l'ensemble du territoire. Cela permettra de renforcer la mise en commun des projets leur mutualisation et l'amélioration de la couverture territoriale du Planning. Dans le cadre de son développement, la Fédération sera particulièrement vigilante à sa gouvernance et à son organisation au cours des années à venir.

Nous remercions toutes les personnes bénévoles et salariées qui se sont impliquées dans la réalisation des projets et leur réussite, dans un contexte très particulier où la visioconférence a montré ses forces pour dépasser les distances et a permis de faire émerger de nouveaux projets, grâce à des partages et des mutualisations plus intenses et plus concrètes. Ceux-ci verront le jour en 2021, pour notre plus grande joie.

L'HISTOIRE ET LES ENGAGEMENTS DU PLANNING FAMILIAL

LES VALEURS DU PLANNING FAMILIAL

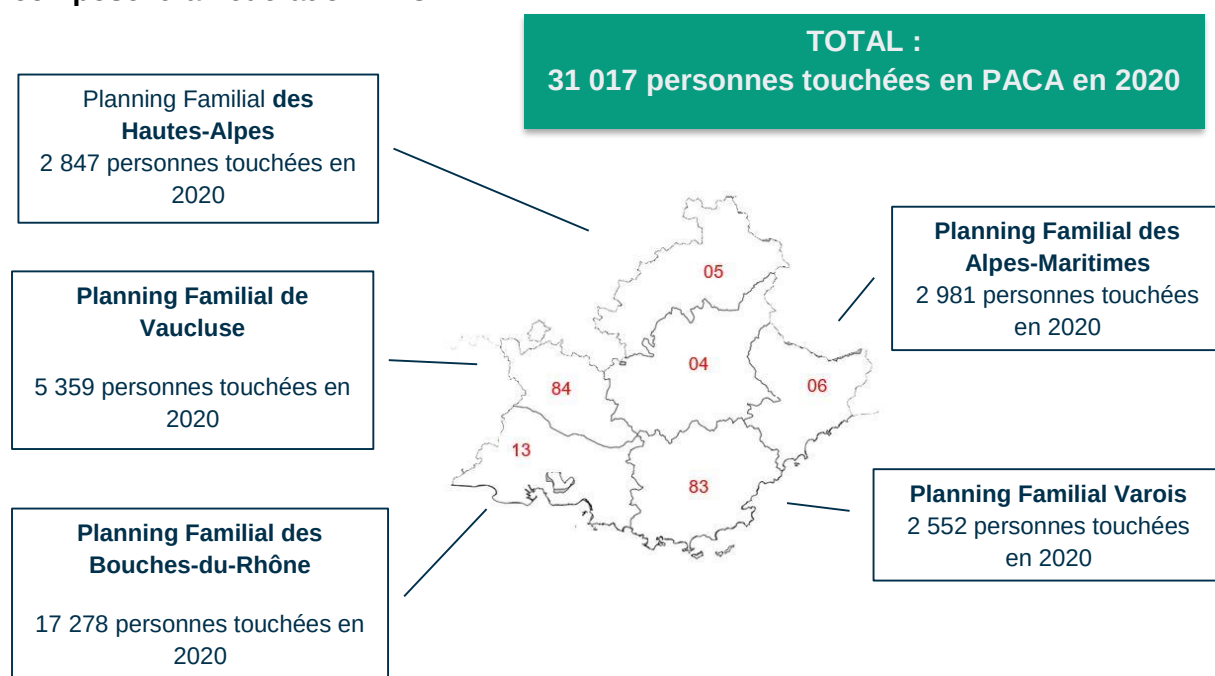
Féministe et d'éducation populaire, le combat historique du Planning Familial porte sur le droit à l'accès à la contraception et à l'avortement. Son engagement a évolué au fil des contextes sociétaux des dernières décennies : lutte contre le VIH et les violences faites aux femmes, inclusion des personnes LGBTQIA+... Il milite ainsi pour le droit à l'éducation à la vie affective et sexuelle, à l'égalité des genres et contre toute forme de violence et de discrimination.

UN MOUVEMENT INTERNATIONAL, NATIONAL, RÉGIONAL ET LOCAL

Inscrit dans le réseau l'International Planned Parenthood Federation, le Planning Familial se décline à travers la confédération nationale, 11 fédérations régionales et 72 associations départementales en métropole et à l'Outre-mer.



**5 associations départementales
composent la Fédération PACA :**



DES PRINCIPES D'ACTIONS DYNAMIQUES

Créé en 1956 pour répondre aux enjeux du droit à la contraception, le Planning Familial a petit à petit élargi ses engagements sur le droit à l'avortement, la prévention des IST et du VIH, la lutte contre les violences faites aux femmes. Plus récemment, ces engagements ont inclus la lutte contre les discriminations liées au genre et aux inégalités sociales, économiques et raciales, qui souvent se cumulent, ainsi qu'aux situations liées à l'orientation sexuelle et au handicap des personnes.

Au fil des années, le Planning Familial a développé des principes d'actions en adéquation avec ses luttes fondatrices. Celles-ci sont aujourd'hui au cœur de l'actualité sociale. En effet, les questions d'accès aux droits (pour une sexualité libre et consentie, la contraception, l'avortement), d'égalité entre les femmes et les hommes, l'incidence des attentes sociales dans la vie affective et/ou sexuelle des femmes, ou encore l'urgence de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles sont aujourd'hui reconnues comme des enjeux de société et de santé.

Quatre grands principes d'action sous-tendent les interventions du Planning Familial : une approche globale de la santé, la prise en compte des rapports sociaux et plus spécifiquement l'analyse par le genre, l'approche centrée sur la personne articulée aux principes de la réduction des risques, et une démarche d'éducation populaire.

UNE APPROCHE GLOBALE DE LA SANTÉ SEXUELLE

L'OMS souligne que « la santé sexuelle fait partie intégrante de la santé, du bien-être et de la qualité de vie dans son ensemble. Elle requiert une approche positive et respectueuse de la sexualité et des relations sexuelles, ainsi que la possibilité d'avoir des expériences sexuelles agréables et sûres, sans contrainte, discrimination et/ou violence ». La compréhension de la santé sexuelle au Planning Familial s'inscrit dans cette approche globale. Elle considère les aspects médicaux mais également le choix de la personne dans la construction de sa santé (« la meilleure contraception est celle que l'on choisit ») et elle situe l'accompagnement dans une démarche de réduction des risques.

L'ÉDUCATION POPULAIRE

L'éducation populaire vise la transformation sociale en rendant les personnes actrices de leur propre émancipation. C'est également une posture pédagogique qui remet en cause la hiérarchie conventionnelle des savoirs, en considérant à leur juste valeur les savoirs expérientiels. Cette approche requiert des participant·e·s un fort degré d'implication dans les apprentissages car elle s'appuie sur les savoirs du groupe. Placer les participant·e·s au centre du processus pédagogique leur permet d'y contribuer et de s'en nourrir pour répondre aux besoins spécifiques de leur territoire et participe à une meilleure prise en compte de la vie affective et sexuelle dans leur champ d'intervention (santé, éducation, animation, handicap, social, culture...).

UNE APPROCHE CENTRÉE SUR LA PERSONNE ET RÉDUCTION DES RISQUES

Une approche de type « counseling » propose de « tenir conseil » avec les personnes concernées plutôt que de se situer en tant qu'expert·e, dans une approche directive. Les principes de l'écoute active permettent de créer un espace de confiance dans lequel l'intervenant·e s'engage, tout en plaçant les personnes rencontrées au centre de la dynamique relationnelle. Il est aujourd'hui reconnu que la réussite du parcours de soins repose sur la participation et l'implication des usager·ère·s. En cela, renforcer leur place de sujet dans la dynamique de la rencontre avec des professionnel·le·s est un enjeu déterminant dans la promotion de la santé. Cette dynamique d'empowerment a été mise en valeur pour sa pertinence lors du Grenelle 2019 contre les violences faites aux femmes ; montrant l'opportunité des orientations privilégiées depuis longtemps au Planning Familial.

LE GENRE, UNE GRILLE DE LECTURE CENTRALE

Lutter contre le sexisme, la LGBTphobie et les discriminations dans leur ensemble, mais aussi contre les violences faites aux femmes, implique de visibiliser et de remettre en question stéréotypes et rapports de domination, au niveau tant individuel que collectif, car leur reproduction engendre et légitime des violences. Prendre conscience de la dimension dissymétrique des rapports femme/homme dans certaines relations de couple est par ailleurs souvent une première étape déterminante dans la lutte contre les violences faites aux femmes, tout comme le fait de nommer les fréquentes inversions de responsabilité dans le cas des agressions sexuelles.

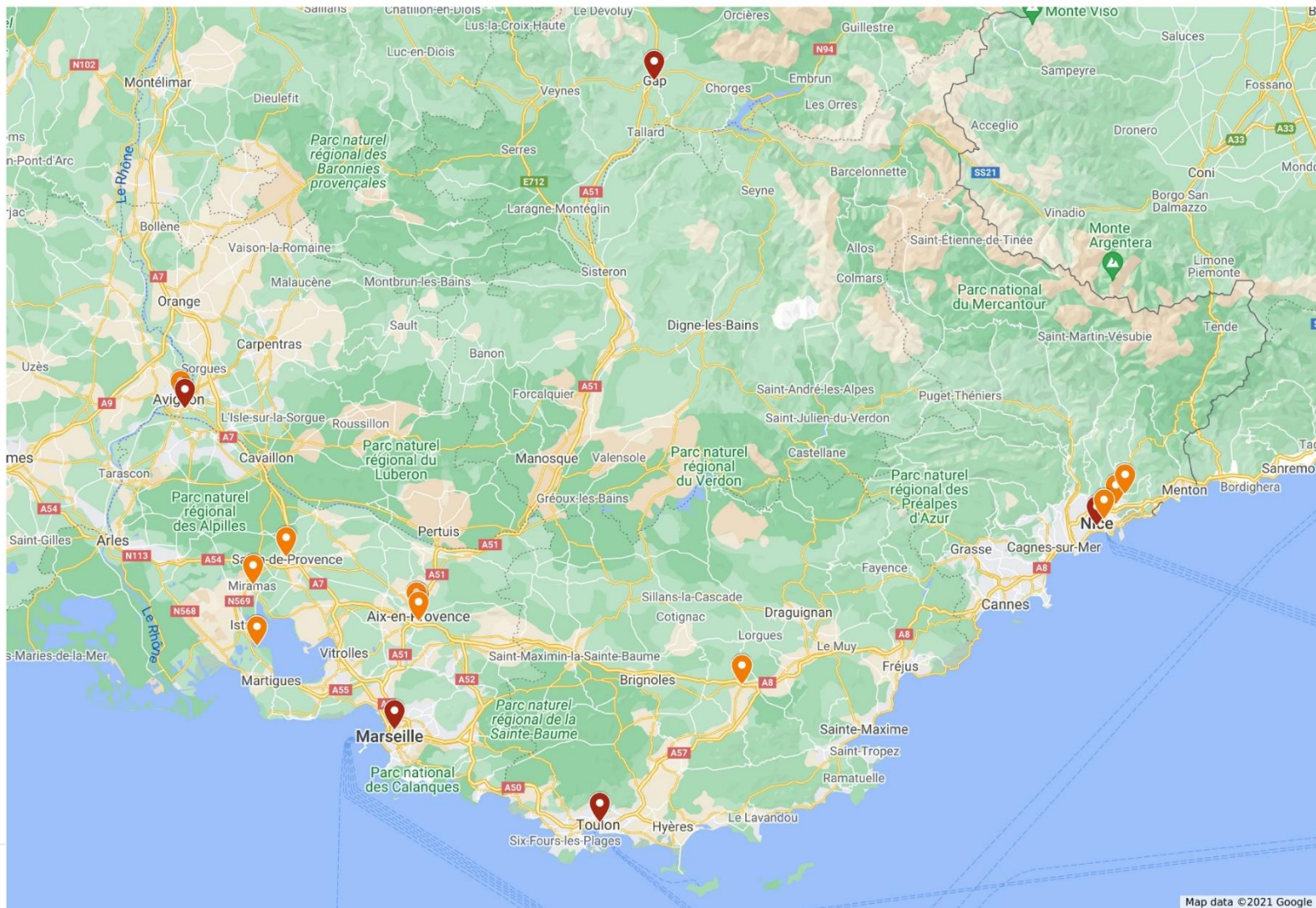
OÙ TROUVER LE PLANNING FAMILIAL DANS LA RÉGION ?

 Locaux des PF

 Permanences externes

Sièges et permanences des Plannings Familiaux en PACA

-  Planning Familial des Hautes-Alpes (05)
-  Mouvement Français pour le Planning Familial AD 06
-  Maison De Santé La Trinité
-  LGT Lycée Guillaume Apollinaire Nice
-  Lycée René Gosciny
-  Planning Familial 13
-  Allée Jean François Champollion
-  Maison des Adolescents de Salon-de-Provence
-  Maison Adolescents Nord Bouches Rhone
-  Espace jeunesse
-  Centre Hospitalier du Pays d'Aix
-  Faculté des arts, lettres, langues et sciences humaines d'Aix-Marseille
-  Planning Familial Varois
-  C.C.A.S
-  Planning Familial de Vaucluse
- AIDES



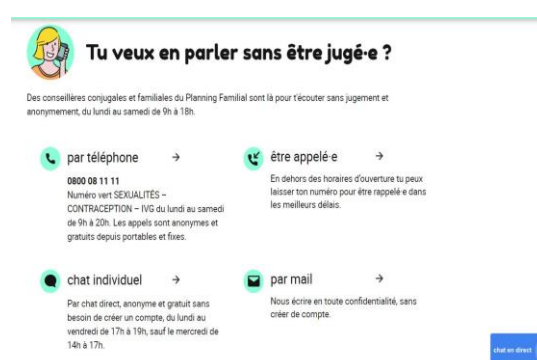
Map data ©2021 Google

PLATEFORMES D'ÉCOUTE À DISTANCE

Un tchat, un numéro vert et un site internet permettent aux usager·ère·s de trouver des informations, d'être écouté·e·s et d'échanger avec des conseiller·ère·s conjugaux·ales et familiaux·ales à distance.

- En 2020 en région : **4 138 appels au numéro vert IVG Contraception Sexualités** 0800 08 11 11 (Du lundi au samedi de 9h à 20h). Au numéro vert, les écoutant·e·s informent et orientent tous les publics sur les questions de vie affective, relationnelle et sexuelle
- **92 940 connexions sur le site** www.parlons-sexualités.fr

Lancé en avril 2019, le site propose un large panel d'informations, une cartographie des lieux ressources de la région, un tchat animé par les écoutant·e·s et la possibilité de poser des questions par mail.



- **724 conversations sur le tchat**



LE PLANNING FAMILIAL DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE

ADAPTATION DES PLANNINGS ET DE LA FÉDÉRATION

Au cours du confinement de mars à mai 2020, toutes les Associations Départementales ont maintenu et adapté leur fonctionnement, selon les besoins de leur territoire. La Fédération a poursuivi ses fonctions sans interruption grâce au télétravail. Les ADs des Hautes-Alpes et des Alpes-Maritimes ont tenu des permanences téléphoniques. Les ADs des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse ont maintenu un accueil ouvert au public, sur rendez-vous ou en limitant le nombre de personnes en salle d'attente. L'AD Varoise a proposé des permanences téléphoniques et a ouvert son CPEF sur rendez-vous, permettant à une quinzaine de personnes d'accéder à l'IVG. Au niveau régional, les permanences d'écoute du Numéro vert et le Tchat du site "Parlons Sexualités" ont été étendues, voire doublées certains jours.

Les Associations Départementales dans leur ensemble ont repris leurs activités dès le mois de juin, avec les équipements de sécurité fournis par nos partenaires ou achetées directement. La vie associative est active et dynamique malgré les possibilités limitées de rencontres présentiellees.

ÉVOLUTIONS DE L'ACTIVITÉ

AU N° VERT NATIONAL IVG CONTRACEPTION SEXUALITÉS

Lors des 8 semaines de confinement, les appels de la région Sud ont augmenté de 8.5 %. Cette augmentation est moins marquée qu'au niveau national.

Au niveau national, nous observons sur la période du 16 mars au 10 mai 2020 une augmentation des appels de 34% par rapport à la même période de l'année 2019. Les appels concernant les violences sexuelles ou sexistes ont également augmenté même si ce numéro vert n'est pas un numéro dédié à la lutte contre les violences : nous avons reçu 111 appels dont un des sujets étaient les violences subies (contre 62 en 2019). Nous avons noté par contre une diminution importante des appels concernant la contraception, la vie affective et sexuelle et les IST/VIH.

CONSÉQUENCES DU CONFINEMENT DE MARS 2020

SUR L'ACCÈS AUX DROITS DES FEMMES

2020 a donc représenté une période où l'urgence a primé sur la réduction des risques (prévention/dépistage des IST et du VIH, et des grossesses non désirées) et la prise en compte globale de la vie sexuelle (questionnement sur les sexualités, sur le couple, le désir, le consentement, etc.). Au niveau national, nous avons par ailleurs noté une augmentation de 322% des difficultés exprimées par les appelant.e.s lors des appels par rapport aux données de 2019. Ceux-ci concernent les dysfonctionnements ou le non-respect de la loi dans la prise en charge des personnes souhaitant réaliser une IVG ou se faire délivrer/poser une contraception, un accueil IVG culpabilisant et/ou jugeant, une désinformation par un.e professionnel.le ou une personne anti-IVG, une situation de violences conjugales ou familiales, une situation de dépassement des délais légaux français pour la réalisation d'une IVG entraînant un avortement à l'étranger et bien sûr les difficultés engendrées par le confinement.

Les femmes ont globalement moins avorté alors qu'elles ont toujours eu le même besoin de le faire. C'est le constat qu'ont posé beaucoup de centres IVG : l'activité des IVG a diminué au début du confinement, avant de réaugmenter progressivement. **Nous avons assisté à une augmentation de demandes de femmes dont le délai de grossesse est avancé, voire dépassé pour la France.** Sur huit semaines de confinement, nous avons eu 141 demandes sur le numéro vert pour une IVG à l'étranger ou une IMG en France, contre 70 demandes sur la même période en 2019, c'est à dire **une augmentation de 101% des demandes pour une interruption de grossesse au-delà de 12 semaines de grossesse.**

LA FÉDÉRATION EN 2020

DIAGNOSTIC TERRITORIAL DES ACTIONS DU PLANNING FAMILIAL EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

La Fédération a mené entre septembre 2019 et mai 2020 un diagnostic territorial de ses actions dans la région. Le diagnostic a permis d'examiner les conditions de transformation de la Fédération régionale du Planning Familial en tête de réseau sur les questions de la vie affective et sexuelle. Dans cet objectif, la réalisation d'un diagnostic permettant d'évaluer l'action actuelle des AD et d'identifier les besoins du territoire afin de déterminer des orientations pertinentes pour le développement de la Fédération a été décidée en collaboration avec l'ARS, la DRDFE et le Conseil Régional.

Réalisée en 2019, la première phase des travaux a été consacrée à la collecte d'informations dans les documents sources produits par les associations départementales, les fédérations régionales existantes et la Confédération nationale du Planning Familial.

En 2020, la seconde phase a consisté à mener des entretiens auprès des 5 associations départementales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de 3 fédérations régionales (Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes). 24 personnes : 12 salarié·e·s et 12 élu·e·s ont été rencontrées, le plus souvent sur site (3 entretiens ont été tenus par téléphone). Les déplacements au sein de chaque structure ont permis de mieux connaître leur réalité quotidienne et ainsi d'avoir une meilleure perception de leur fonctionnement. Tout au long de ce travail, les partenaires et les associations départementales ont été consultés pour valider la démarche et les orientations de travail choisies.

Enfin, l'analyse de ces matériaux a été menée dans le cadre de nombreux temps d'échanges et de rencontres avec l'Assemblée fédérale. Les orientations de développement de la Fédération ont été construites en confrontant les forces et les faiblesses des AD avec les besoins du territoire que le diagnostic a fait émerger. Les échanges avec les partenaires ont permis de prioriser trois grands axes :

- Axe 1 : Créer et animer un réseau de coopération régionale entre acteur·ice·s de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle,
- Axe 2 : Créer un organisme de formation fédéral,
- Axe 3 : Soutenir, développer et animer les associations départementales et leurs actions sur l'ensemble du territoire.



RÉSEAU RÉGIONAL DE COOPÉRATION ENTRE ACTEURS DE L'EVARS

Lors du diagnostic territorial des actions du Planning Familial en région Sud, deux constats ont émergé concernant l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle :

- Difficultés à rendre visibles les actions menées au niveau régional

Le diagnostic a révélé qu'il n'existe pas de base de donnée commune, existante et accessible à l'heure actuelle. Ainsi, **il est aujourd'hui difficile, voire impossible, de collecter des données** sur les actions d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, réalisées en région. En outre, le diagnostic a permis d'échanger avec les partenaires et avec les financeurs du Planning, qui constatent au niveau régional un grand nombre de demandes d'interventions en EVARS, auxquelles il n'est pas toujours possible de répondre. **Les actions ne sont donc pas assez nombreuses par rapport aux besoins du territoire.** Ces actions sont pourtant un levier essentiel pour prévenir les stéréotypes de genre et les situations de violence. Leur absence, ou irrégularité, constitue une source d'inégalité d'accès aux droits des jeunes.

- L'absence d'espaces d'échanges dédiés aux acteurs de l'EVARS

Le diagnostic souligne l'absence d'espaces d'échange dédiés aux acteur·ice·s de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelles, qu'ils viennent **du domaine de la santé ou de l'éducation**, et malgré **des constats et des problématiques partagées**. L'Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle permet à chaque personne de s'outiller personnellement et professionnellement afin d'appréhender plus sereinement les relations humaines. Elle se compose de thématiques générales permettant l'acquisition de compétences psychosociales. Elle permet de créer les conditions d'une sexualité vécue sans répression ni dépendance, dans le respect des différences et de la responsabilité et de la liberté des personnes quelles que soient leurs orientations sexuelles. **L'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle est un enjeu majeur pour la prévention et la lutte contre les stéréotypes et les violences liées au genre et d'égalité femmes-hommes, et pour l'accès à une meilleure santé sexuelle, tout particulièrement chez les jeunes.**

Le Planning Familial se propose de porter le projet, de par son statut d'acteur reconnu depuis 60 ans dans le champ de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle au niveau régional et national tout particulièrement auprès des jeunes (38 881 jeunes touché·e·s en PACA en 2018/2019, 800 professionnel·le·s formé·e·s, 175 partenaires sur la région et 422 lieux d'interventions en région).

Suite à la présentation du diagnostic territorial aux partenaires en mai 2020, un groupe de travail s'est constitué au sein de la Fédération afin de développer le projet. Des rendez-vous hebdomadaires ont permis de structurer un projet opérationnel.

La préparation du projet et sa présentation aux partenaires **a mobilisé 21 temps de rencontre entre septembre 2020 et décembre 2020** dont :

- 11 rencontres du groupe de travail fédéral qui a mobilisé 5 personnes de 4 associations départementales et 1 salariée de la fédération
- 4 rencontres de partenaires institutionnels
- 4 rencontres de partenaires de terrain
- 2 rencontres de chercheurs ou d'observatoires

Réseau régional de coopération entre acteurs de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle

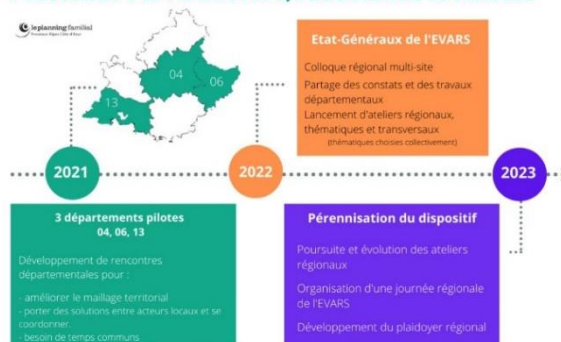


Illustration de la plaquette de présentation du projet – exemplaire de travail 2020

PROJET RÉGIONAL DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES :

CAMPAGNE

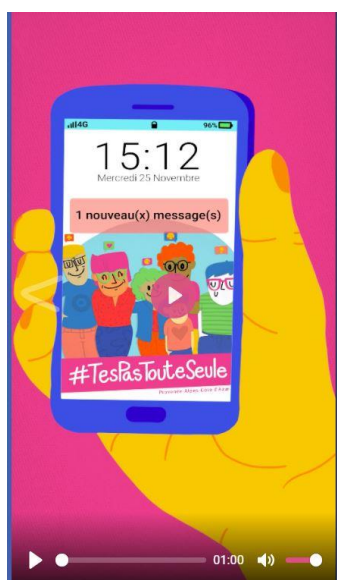


Cette campagne est une initiative multi-partenariale des associations de terrain (CIDFF PACA, Le Planning Familial PACA, Rheso Vaucluse et SOS Femmes 13) qui constatent le manque d'information du public concernant les ressources à disposition des victimes de violences conjugales, avec l'appui de la Direction Régionale et des Déléguées Départementales Droits des Femmes et Égalité. Initiée à la suite du Grenelle de lutte contre les Violences conjugales, cette action a été rendue possible grâce au soutien du Ministère chargé de l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, de la Diversité et de l'Égalité des Chances. La campagne a notamment permis d'approfondir les relations entre associations de lutte contre les violences, avec la Fédération régionale du CIDFF, SOS Femmes 13 et Rhésa.



Constituée de quatre clips vidéo dessinés par l'illustratrice Lili Sohn, la campagne aborde la thématique de la lutte contre les violences à partir de différents points de vue : les amies d'une potentielle victime, un échange entre sœurs dont l'une est en situation de handicap, entre amis à l'école, etc. La campagne devait initialement être diffusée grâce à un bus qui circulait dans toute la région. Avec le second confinement de 2020, la campagne s'est adaptée et est passée au tout virtuel, avec des capsules vidéos par département qui présentent chaque association du réseau.

La campagne a mobilisé 12 réunions inter-partenariales avec les 4 associations partenaires et la DRDFE et environs 150h de travail des associations départementales sur un an.



ETAT DES LIEUX

DE L'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE, RELATIONNELLE ET SEXUELLE

DANS LE DÉPARTEMENT DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

La Direction Régionale des Droits des Femmes et de l'Égalité (DRDFE) a constaté l'absence d'établissement vie affective relationnelle et sexuelle sur le département des Alpes-de-Haute-Provence. De son côté, la Fédération régionale du Planning Familial a réalisé en 2020 un diagnostic régional dans lequel la question de la couverture territoriale en EVARS est apparue comme une réelle problématique identifiée par les différents Plannings Familiaux. De ce fait, la Fédération régionale du Planning Familial a inscrit dans son projet la volonté de participer à l'amélioration de la réponse aux besoins des usager·ère·s de la région et ceci en particulier dans les départements où elle est déjà présente.



À l'issue de cette démarche de diagnostic régional, la DRDFE a sollicité la Fédération régionale du Planning Familial pour intervenir dans les Alpes-de-Haute-Provence. La Fédération a répondu favorablement par la proposition d'un projet d'action intitulé : « Mise en œuvre d'une démarche de recherche-action autour de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle dans le département des Alpes-de-Haute-Provence ». Ce projet de recherche-action a pour objectifs de réaliser dans un premier temps un état des lieux des actions menées et des besoins existants en EVARS dans le département et dans un second temps de proposer des actions co-construites avec les acteur·trice·s déjà engagés afin de co-construire des réponses aux besoins non couverts.

En 2020, la Fédération a mobilisé un groupe de travail composé de 3 personnes de 3 associations départementales et d'1 salariée de la fédération. 4 rencontres des partenaires institutionnels (DRDFE et DDFE 04) ont été programmés pour piloter et suivre ce projet.

La première étape a consisté à élaborer un échantillon représentatif d'acteur·trice·s du territoire qui proposent de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, dont les publics sont concernés par l'EVARS, ou bien qui mandatent des structures ou coordonnent des actions d'EVARS¹.

Dans le même temps, la Fédération régionale du Planning Familial a créé une grille d'entretien en cinq parties afin d'établir des éléments de comparaison et d'analyse entre chaque entretien². Compte-tenu de la crise sanitaire, les entretiens se sont déroulés par téléphone ou en visio-conférence. Enfin, chaque entretien a été résumé dans un compte rendu d'entretien adressé aux enquêté·e·s, pour information et correction si nécessaire.



En 2020, 3 entretiens avec des acteur·ice·s de terrain ont pu être menés. Le projet s'est poursuivi sur l'année 2021 avec d'autres entretiens et l'analyse globale de ceux-ci compilé dans un état des lieux et diffusé aux partenaires et enquêtés.

¹ Annexe 1 : Carte des acteur·trice·s rencontré·e·s

² Annexe 2 : Grille d'entretien type

SOUTENIR, DÉVELOPPER ET ANIMER LES ASSOCIATIONS DÉPARTEMENTALES ET LEURS ACTIONS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

16 – 17 JANVIER 2020

Formation « Ecriture de projet et dossiers de subventions »



Les dossiers de subventions sont un exercice incontournable de la vie associative, qui demande des connaissances spécifiques. Afin de soutenir les ADs sur ce point, la fédération a organisé deux jours de formation à l'écriture de projet et à la rédaction de dossiers de subventions à Toulon, les 16 et 17 janvier 2020, animés par une prestataire experte du sujet, Verena Sabatino.

11 personnes mobilisées dont 5 salariées et 6 bénévoles de 3 associations départementales et de la fédération

JUIN 2020



MOOC « Aller plus loin avec son asso » par Avise.org et Animafac

Les associations départementales et la fédération sont des structures en constante évolution, dont la professionnalisation repose sur la formation des bénévoles. Les équipes se sont réunies 5 fois en juin pour suivre le MOOC créé par Avise.org et Animafac.

Mobilisation de 4 bénévoles de 2 associations départementales + 1 salariée de la Fédération.

24 JUIN 2020



Journée régionale Genre et Santé Sexuelle #1 : Violences éducatives ordinaires

Les violences éducatives ordinaires émergent régulièrement lors des interventions scolaires. Cette journée d'analyse de la pratique avait pour but de s'outiller sur le sujet aussi bien sur le plan théorique (définitions, textes de loi) que pratique (études de cas).

17 salariées de 4 associations départementales et de la fédération mobilisées

14 NOVEMBRE 2020



Accueil et parcours des bénévoles

L'accueil et le parcours des bénévoles au sein de nos associations est essentiel pour maintenir la dynamique et un fonctionnement démocratique. Cette journée régionale en visio a permis de mettre en commun les questionnements et les pratiques qui existent au sein des associations départementales de la région.

21 personnes mobilisées dont 11 bénévoles, 10 salarié·e·s de 5 associations départementales et de 2 fédérations (PACA & ARA)

3 DECEMBRE 2020



Indicateurs : le Recueil de Données du Planning Familial (RDPF)

L'évaluation est une composante importante de nos projets. Une démarche d'unification a déjà été entreprise lors de la mise en œuvre du RDPF au niveau national, approfondie lors de cette analyse de la pratique régionale.

11 personnes mobilisées dont 4 bénévoles, 7 salarié·e·s de 5 associations départementales, la Fédération et de la Confédération

9 DECEMBRE 2020



Journée régionale GSS#2 : Le programme Genre et Santé Sexuelle

Le programme national Genre et Santé Sexuelle est un pilier du Planning Familial composé de groupes de parole et de formations pour aborder la vie sexuelle et affective sans tabous et sans discriminations. Cette analyse de la pratique a permis d'approfondir la maîtrise du programme par les associations départementales qui le mènent dans toute la région.

9 personnes mobilisées dont 4 bénévoles et 5 salarié·e·s des 5 associations départementales et de la Fédération

VIE ASSOCIATIVE

L'assemblée fédérale a poursuivi ses rencontres en 2019 – 2020, malgré le contexte de la crise sanitaire, grâce au passage en visioconférence.

Sans remplacer les rencontres interpersonnelles, la visioconférence a permis de maintenir le lien et de poursuivre les projets de la fédération.



Mobilisées par la réalisation des projets de la Fédération, évaluées à 19,63€ de l'heure avec le comptable de la Fédération.

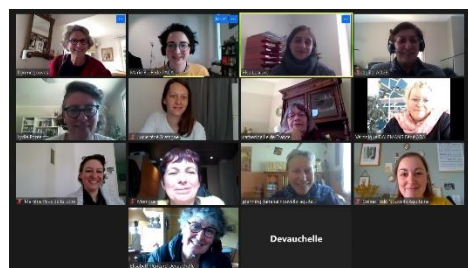
Prénom	Nom	CA	AD	Fin de mandat
Hélène	Coathalem	x	05	06/06/2021
Camille	Theureau	x	05	06/06/2021
Clémence	Rouland	x	06	06/06/2021
Sabrina	Beloufa	x	06	06/06/2021
Carole	Blanchard	x	13	06/06/2021
Murielle	Geoffroy	x	13	06/06/2021
Paule	Malleval	x	83	06/06/2021
Simone	Bertagni	x	83	13/10/2020
Fanny	Gaugler	x	84	06/06/2021
Sandrine	Corbon	x	84	06/06/2021

Composition de l'Assemblée fédérale en 2019/2020

Cela correspond à **11 327€** pour 2020

AU SEIN DU MOUVEMENT :

Le Congrès 2019 intégrait la nécessité d'une réflexion sur le rôle, la place et la fonction des fédérations dans le mouvement. Dans ce contexte, les élu·e·s et salarié·e·s des Fédérations se sont réunies dans un groupe « inter-fédé », dynamisé en 2020 par un fonctionnement en visio.



Le groupe a proposé **3 chantiers**, réunis dans une feuille de route. Les objectifs en sont les suivants :

- ✓ Porter une réflexion collective du mouvement sur la dynamique politique des fédés, leur rôle et leur visibilité dans le mouvement afin de développer et partager une culture commune au sein du mouvement et notamment en direction des AD.
- ✓ Créer et développer les outils pour maintenir un état des lieux à jour afin d'avoir une visibilité politique locale et nationale : coordonnées de la fédération et des membres de sa gouvernance, organisation, projets...
- ✓ Créer une solidarité inter-fédérations au sein du mouvement : partage de documents, stratégies, expériences, mutualisation, implication des ADs, outils. Favoriser les possibilités d'accompagnement par une autre fédération / par la confédération (fusion, construction, difficultés diverses...).

La fédération a participé à **trois Conseils d'administration nationaux**, où sont prises les décisions politiques et opérationnelles pour l'ensemble du Mouvement Français du Planning Familial.

BILAN FINANCIER

PRODUITS

67 153€

CHARGES

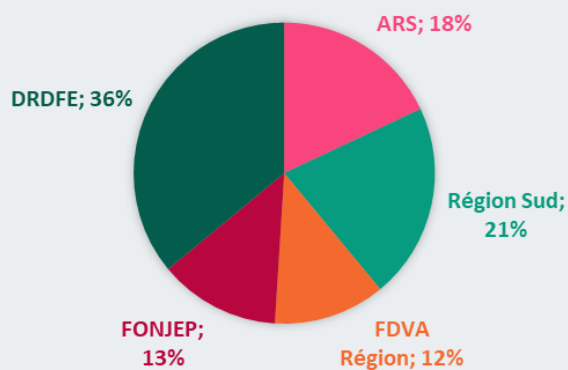
63 751€

RESULTAT

3 402€

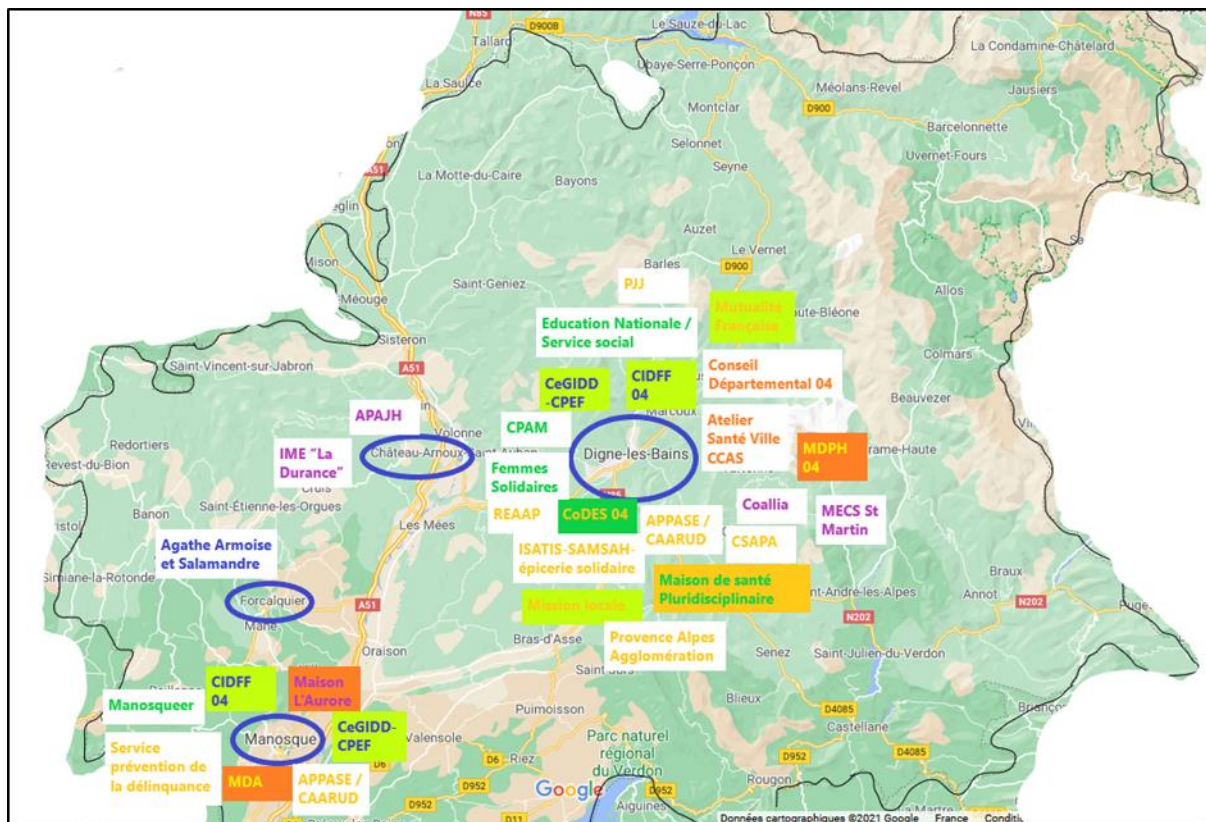
Le total des recettes et des dépenses de l'exercice 2020 laisse apparaître un résultat excédentaire de 3 402€. Notre situation de trésorerie reste satisfaisante puisqu'elle nous permet de faire face aux dépenses annuelles de la fédération.

RÉPARTITION DES FINANCEMENTS DE LA FÉDÉ EN 2020



ANNEXES

Annexe 1 : Carte des acteur·trice·s rencontré·e·s lors des entretiens dans le 04



Légende :



Villes principales où sont implanté·es les acteur·trice·s

Couleurs de référence selon les missions prédominantes des acteur·trice·s :



Education à la sexualité, égalité, interventions collectives prévention



Accueil du public-aller vers : permanence, consultation en EVARS



Lieu de vie – Hébergement



Développement de projets, coordination d'acteurs



Suivi individuel-social-insertion-santé mentale-addiction

- Si le fond est blanc : les acteurs·trice·s développent principalement une mission
- Si plusieurs couleurs : elles correspondent aux deux missions prédominantes

Annexe 2 : Grille d'entretien type :

Actions sur l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle dans le 04

Grille d'entretien

Je suis Marie Beaurepaire, coordinatrice régionale de la Fédération PACA du Planning Familial.

Nous établissons un état des lieux des besoins et des solutions autour de l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle dans le département. Nous cherchons donc à connaître les structures qui sont engagées sur ce sujet et à mieux comprendre leurs enjeux, leurs besoins, les spécificités du territoire et des publics.

L'objectif de cette rencontre est de réfléchir ensemble à la mise en commun des problématiques et des solutions, pour élaborer ensuite une expérimentation commune, dans une démarche de recherche-action soutenue par les délégations régionales et départementales aux droits des femmes et à l'égalité.

I- Identification de la structure

Nom du contact :

Quel est votre rôle / poste ? :

Nom de la structure :

Associatif / institutionnel :

Quel est le territoire sur lequel vous intervenez ? :

II- Les missions et actions :

Pouvez me décrire les missions de votre structure ? Quelles actions mettez-vous en place ?

Sur quelles thématiques travaillez-vous ?

Intervenez-vous en milieu scolaire ? Si oui, quels sont les sujets abordés lors d'une intervention scolaire dans votre structure ?

III- Le public et réseaux

Avec quel public travaillez-vous ?

Quels sont vos partenaires pour la mise en place des actions ?

Avec quels acteurs institutionnels travaillez-vous ?

De quels réseaux votre structure fait-elle partie dans le département ?

IV - Les pistes d'évolution :

Quels sont les publics avec qui l'organisation aimerait travailler ?

Quels sont les lieux où la structure aimerait travailler ?

Quelles actions aimeriez-vous développer ?

Quels sont les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des actions ?

Comment votre structure a-t-elle vécu l'épidémie COVID ?

D'après nos partenaires, plusieurs thématiques émergent en PACA ces derniers temps. Le constatez-vous également ?

- Transidentités :
- Cyberharcèlement :
- Prostitution des mineur·e·s :

D'après vous, quels sont les points à améliorer concernant l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle sur le département/ou sur votre territoire d'action ?

V - La mise en commun et l'expérimentation

Nous allons terminer avec des questions concernant la phase d'expérimentation du projet.

Nous souhaitons soutenir les actions existantes des structures engagées sur l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, grâce à notre savoir-faire en termes de diagnostic territorial des besoins.

C'est pourquoi nous rencontrons un certain nombre d'acteurs au cours des prochaines semaines. Puis nous analyserons les réponses apportées.

Nous vous proposons ensuite tous et toutes de nous retrouver autour d'une table pour discuter des situations qui émergent de ces échanges et pour réfléchir ensemble à une action commune en début d'année prochaine.

Ce type de fonctionnement vous paraît-il pertinent à l'échelle du territoire ?

Pensez-vous à d'autres acteurs et partenaires que nous n'aurions pas encore contactés et qui seraient pertinents pour le projet ?

NUMÉRO VERT NATIONAL
"IVG, CONTRACEPTION, SEXUALITÉS"
0800 08 11 11

SITE WWW.PARLONS-SEXUALITES.FR

